



Bruxelles, le 15.1.2024
COM(2024) 6 final

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL,
AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES
RÉGIONS**

Rapport de synthèse 2023

relatif aux rapports annuels de mise en œuvre des programmes

en ce qui concerne la mise en œuvre en 2014-2020

{SWD(2024) 2 final}

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS

Fonds structurels et d'investissement européens

Rapport de synthèse 2023 relatif aux rapports annuels de mise en œuvre des programmes en ce qui concerne la mise en œuvre en 2014-2020

1. INTRODUCTION

Les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) sont les principaux instruments d'investissement du cadre financier pluriannuel 2014-2020 (le budget de l'Union) et le socle sur lequel repose toute la stratégie de croissance de l'Union européenne (UE). Ils soutiennent la cohésion territoriale, économique et sociale des régions de l'UE, permettent d'investir dans le développement humain et contribuent à la résilience et au redressement de l'UE à la suite des crises qu'elle a traversées ces dernières années.

Les Fonds ESI comprennent:

- le Fonds européen de développement régional (FEDER);
- le Fonds social européen (FSE);
- le Fonds de cohésion (FC);
- le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);
- le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP).

Le rapport montre que les Fonds ESI, dont la planification et la période de mise en œuvre s'envisagent à long terme, ont continué d'offrir un cadre stable et prévisible pour les investissements publics et privés dans toutes les régions de l'UE.

Le rapport indique que des progrès constants ont été réalisés dans la mise en œuvre, à un an de l'échéance des dépenses au titre des Fonds ESI 2014-2020. Il met, en particulier, en évidence la diversité des investissements réalisés au titre des instruments ainsi que leur incidence réelle sur la population, les entreprises et les autorités régionales. Il montre également la flexibilité du cadre, qui a permis à l'UE de s'adapter et de trouver des solutions face à la pandémie de COVID-19, la guerre d'agression non provoquée menée par la Russie contre l'Ukraine et, plus récemment, la crise énergétique.

En plus d'avoir en ligne de mire la compétitivité à long terme et des objectifs sociaux, les Fonds ESI ont incarné les valeurs de solidarité et de vivre ensemble de l'UE. Ils ont permis d'aider les États membres à accueillir les réfugiés, ont apporté un soutien tant aux petites et moyennes entreprises (PME) qu'aux ménages vulnérables et ont allégé les pressions subies par les budgets nationaux. Ils ont été un véritable ballon d'oxygène pour les PME et les ménages vulnérables pendant les crises de la COVID-19 et de l'énergie.

En 2022, les Fonds ESI ont été augmentés de 11 milliards d'EUR au titre de la deuxième tranche de REACT-EU (le soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe). Ces ressources supplémentaires ont servi à financer des projets d'investissement en faveur des capacités de réparation des dommages causés par la crise et en faveur d'une

reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie, notamment une aide au maintien des emplois et des dispositifs de chômage partiel et une aide aux indépendants.

En réaction à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022, l'UE s'est formellement rangée aux côtés de l'Ukraine et a proclamé sa solidarité avec le peuple ukrainien. Pour faire face aux conséquences de cette invasion à grande échelle, l'UE a adopté une série d'instruments destinés à répondre aux besoins essentiels des personnes les plus vulnérables. Deux instruments ont permis à l'UE de témoigner rapidement sa solidarité avec l'Ukraine: l'action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE, adoptée en avril 2022) et l'assistance flexible aux territoires (FAST-CARE, adoptée en octobre 2022). Ces instruments ont apporté des liquidités supplémentaires, davantage de flexibilité et une plus grande simplification pour financer les besoins urgents sur le terrain.

Plus récemment, l'instrument SAFE («Supporting Affordable Energy», soutien à l'énergie abordable) adopté en décembre 2022 a permis d'utiliser les fonds de la politique de cohésion pour apporter un soutien aux ménages vulnérables, aux travailleurs et aux PME qui doivent faire face à l'augmentation des coûts de l'énergie.

Si l'UE reste toujours prête à contribuer au redressement après les nombreuses crises, les Fonds ESI ont continué à soutenir les investissements en faveur de la croissance inclusive et de l'emploi, à favoriser le développement du capital humain et à encourager la coopération territoriale dans l'UE. Avec quelque 630 milliards d'EUR déjà dépensés par les États membres à la fin du mois de septembre 2023 ⁽¹⁾, les résultats sont visibles sur le terrain:

- environ 5 millions d'entreprises ont reçu une aide dans le cadre de projets²;
- 370 000 nouveaux emplois ont été créés, et, par ailleurs, dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, quelque 48 000 emplois ont été maintenus et plus de 6 500 nouveaux emplois, créés;
- une capacité supplémentaire de production d'énergie renouvelable de 6 000 MW³ a été installée (soit l'équivalent d'environ 2 400 éoliennes);
- la performance énergétique de plus de 550 000 ménages s'est améliorée;
- 17 millions de personnes ont été protégées contre les inondations et 15 millions contre les incendies de forêt;
- les services de santé se sont améliorés pour plus de 63 millions de personnes;
- 64,5 millions de participants ont bénéficié de mesures destinées à améliorer leurs possibilités d'emploi (plus de 10,2 millions d'entre eux ont obtenu une qualification);
- 4,1 millions de personnes handicapées et un peu plus de 9,1 millions de personnes issues de groupes marginalisés (migrants, personnes d'origine étrangère et minorités) ont reçu une aide;

⁽¹⁾ Ces chiffres incluent le cofinancement national et de l'UE et reposent sur les données communiquées par les États membres au plus tard le 31 octobre 2023, la date butoir étant fixée au 30 septembre 2023, comme l'exige l'article 112 du règlement (UE) n° 1303/2013.

⁽²⁾ Tous les Fonds ESI visent à apporter un soutien aux entreprises, en particulier les micro, petites et moyennes entreprises. Les projets sélectionnés permettront (ou ont déjà permis) d'accorder une aide à 2 370 000 entreprises au titre du FEDER, 2 030 000 entreprises au titre du FSE et 543 000 entreprises rurales au titre du Feader (211 000 jeunes agriculteurs et investissements dans les actifs physiques de 332 000 exploitations agricoles).

⁽³⁾ Les valeurs déclarées pour les indicateurs relatifs aux infrastructures relevant de la politique de cohésion (comme la production d'énergie ou la prévention des inondations) n'incluent pas les données Interreg, dont la portée est différente.

- 2,8 millions de projets ont bénéficié d'un soutien visant à aider le secteur agricole et les entreprises rurales à devenir plus compétitifs ainsi qu'à créer et à maintenir des emplois dans les zones rurales;
- 35 millions d'hectares de terres agricoles (20 % de la superficie agricole utilisée) ont été sélectionnés pour bénéficier d'une aide à la gestion des terres visant à améliorer la protection de la biodiversité et des paysages européens;
- plus de 150 000 exploitations agricoles ont reçu un soutien pour produire des produits agroalimentaires de qualité, et un soutien a également été apporté aux marchés locaux et aux circuits d'approvisionnement courts.

Conformément à l'article 53 du règlement (UE) n° 1303/2013⁴, le présent rapport décrit l'état d'avancement de la mise en œuvre des Fonds ESI à la neuvième année de leur cycle décennal de mise en œuvre. Il traite de l'exécution financière ainsi que des progrès réalisés à la fin de 2022 (la dernière année complète pour laquelle toutes les données de mise en œuvre sont disponibles) en ce qui concerne les indicateurs communs. Le rapport présente également les dernières données financières disponibles à la fin de septembre 2023, lorsque celles-ci sont disponibles.

2. APERÇU DE LA MISE EN ŒUVRE

2.1. Exécution financière ⁽⁵⁾

Les cinq Fonds ESI rendent 546 milliards d'EUR de ressources de l'UE disponibles pour la programmation 2014-2020, ce qui représente un investissement total en faveur de l'économie de l'UE de 741 milliards d'EUR, en incluant le cofinancement national. Les coûts exposés par les bénéficiaires des projets sont éligibles au cofinancement par les Fonds ESI jusqu'à la fin de 2023⁽⁶⁾.

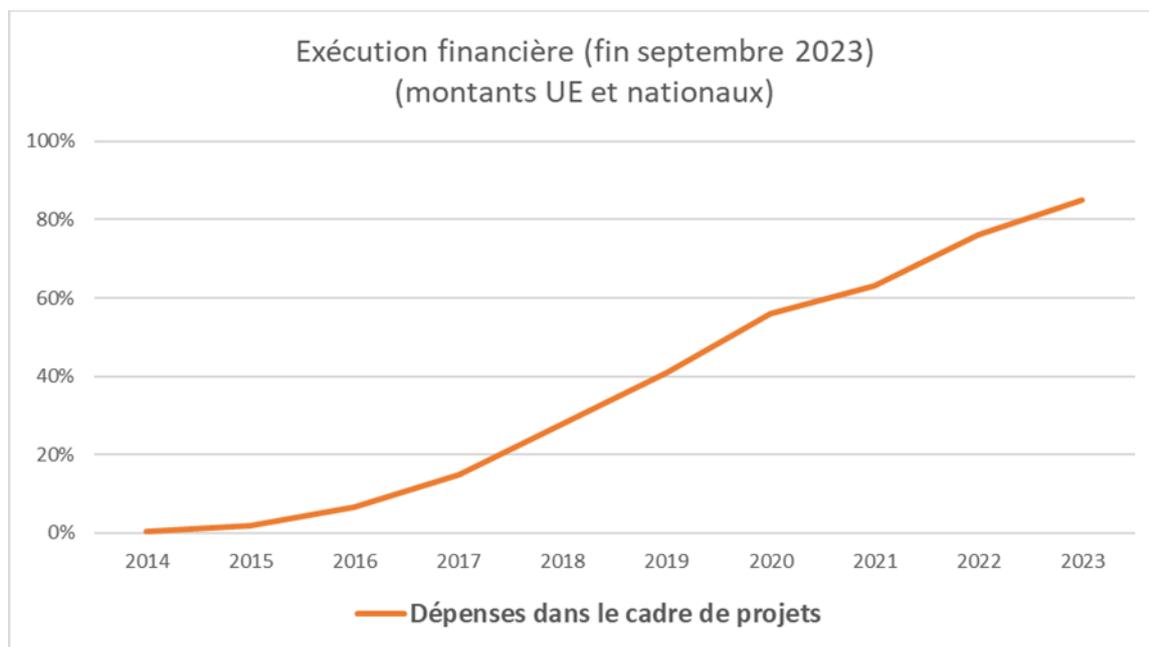
Le graphique ci-dessous montre l'évolution des dépenses en faveur des projets au cours du cycle de mise en œuvre, par rapport au montant total prévu. Ces montants ne sont qu'une indication du niveau d'engagement dans la réalisation des objectifs, les États membres ayant la possibilité de demander des ajustements des montants prévus. Dans leurs rapports annuels, certains États membres signalent, par exemple, des difficultés dans la mise en œuvre de projets particuliers ou en matière de capacité d'absorption, ce qui pourrait entraîner des ajustements à l'approche de l'échéance de la période de mise en œuvre. À la fin de 2022, les projets avaient permis de dépenser 76 % du montant total prévu. Selon les dernières données financières disponibles, à la fin de septembre 2023, ce pourcentage était monté à 85 %.

⁽⁴⁾ [RÈGLEMENT \(UE\) N° 1303/2013](#) DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (JO L 347 du 20.12.2013, p. 320)

⁽⁵⁾ Les détails de l'exécution financière par Fonds et par État membre sont fournis dans les annexes.

⁽⁶⁾ Dans le cas du Feader, les coûts sont éligibles jusqu'à la fin de 2025.

Graphique 1 Exécution financière



En ce qui concerne les paiements effectués par la Commission, à la fin de 2022, 412 milliards d'EUR avaient été versés aux États membres (75 % des ressources de l'UE pour toute la période). À la fin de septembre 2023, ce montant était passé à 460 milliards d'EUR, soit 84 % des montants prévus par l'UE. Il ressort d'une analyse plus détaillée que le taux d'absorption du FEDER, du FC et du FSE est presque identique au taux enregistré à la fin de septembre 2015, dernière année d'éligibilité pour la période de programmation 2007-2013. L'expérience des périodes de programmation précédentes donne à penser que le rythme des dépenses continuera de s'accélérer jusqu'à la clôture des programmes⁽⁷⁾. Par ailleurs, 66,75 millions d'EUR ont été dégagés en 2022⁽⁸⁾. La Commission assure un suivi permanent des programmes moins performants afin de les aider à mieux appliquer les mesures.

Enfin, il est important de noter que la vue d'ensemble présentée dans ce rapport masque d'importantes différences entre les États membres. Les annexes donnent une vision détaillée de l'exécution financière par État membre.

2.2. Réaction face à la pandémie de COVID-19

En réaction à la pandémie de COVID-19, l'UE a adopté le plus vaste train de mesures de relance à ce jour pour sortir plus résiliente de la crise et soutenir la transformation écologique et numérique de l'Europe, notamment l'aide à la relance en faveur de la cohésion et des territoires d'Europe (REACT-EU) et la facilité pour la reprise et la résilience, le principal volet de financement au titre de NextGenerationEU. En 2022, la deuxième tranche de REACT-EU, d'un montant de 11 milliards d'EUR, a été libérée. À la fin de 2022, l'intégralité du montant, soit 50,6 milliards d'EUR, avait été programmée au

⁽⁷⁾ Les administrations nationales transmettent généralement les demandes de remboursement à la Commission à la fin de l'exercice.

⁽⁸⁾ Ce chiffre comprend 49,4 millions d'EUR de dégagements pour le FEDER et le FC, 15,7 millions d'EUR de dégagements pour le Feader et 1,65 million d'EUR de dégagements pour le FEAMP. Il n'y a pas eu de dégagements pour le FSE en 2022.

titre du FEDER et du FSE. À la fin de septembre 2023, 26,2 milliards d'EUR avaient été versés par l'intermédiaire des programmes.

Le financement a ciblé les établissements médicaux, les chercheurs, les propriétaires d'entreprises, les salariés et les personnes vulnérables, et a permis l'achat de 3,7 milliards d'articles d'équipements de protection individuelle et d'environ 12 500 ventilateurs; enfin, il a permis d'accorder un soutien à plus de 920 000 entreprises⁽⁹⁾.

En septembre 2023, 8,7 milliards d'EUR avaient été alloués à des investissements verts au titre de REACT-EU (dont 6,6 milliards d'EUR à l'action pour le climat) et 3,1 milliards d'EUR à l'économie numérique; 8,7 milliards d'EUR ont été alloués aux entreprises et au soutien aux entreprises; 8,8 milliards d'EUR au secteur de la santé et 12,7 milliards d'EUR aux mesures portant sur le marché du travail.

Dans le cadre de la politique de cohésion, et de REACT-EU en particulier, le FSE est la principale source de soutien pour les services sociaux, le maintien de l'emploi et l'aide aux groupes vulnérables, conformément au plan d'action sur le socle européen des droits sociaux. Ce soutien a été rendu possible grâce au financement de dispositifs de chômage partiel, de salaires supplémentaires pour le personnel de santé, d'équipements informatiques, d'équipements de protection et de services destinés aux groupes vulnérables.

Le FEAMP a introduit une aide d'urgence pour compenser l'arrêt temporaire des activités de pêche et la suspension ou la réduction de la production et de la transformation dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Un montant de 210 millions d'EUR au titre du financement du FEAMP a été engagé pour atténuer les effets de la pandémie, et plus de la moitié (59 %) de ce montant a servi à atténuer les effets de l'arrêt temporaire des activités de pêche.

Exemples de projets financés par les Fonds ESI contribuant à la lutte contre la COVID-19

En Italie et en Espagne, une grande partie de la campagne de vaccination contre le SARS-CoV-2 a été cofinancée au titre de REACT-EU. Plus de 2,5 milliards d'EUR ont été utilisés afin d'obtenir les doses de vaccin nécessaires pour protéger l'ensemble de la population de ces deux pays.

Dans le cadre du projet «Plan numérique» déployé à Montpellier, en France, REACT-EU a mis fin au problème des équipements numériques dans les écoles de la ville, dont l'absence avait été mise en lumière pendant la pandémie de COVID-19. Grâce à la subvention de 3,5 millions d'EUR octroyée au titre de REACT-EU, chaque enseignant a pu recevoir un ordinateur portable et chaque classe un vidéoprojecteur, de manière à assurer la continuité pédagogique ainsi que la modernisation des méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Cette initiative contribuera à renforcer les connaissances et les compétences numériques, à réduire l'échec scolaire et à garantir la continuité pédagogique en cas de nouvelle crise sanitaire.

En Finlande, le [projet KoroKausi financé par le Feader](#) a aidé les agriculteurs à remédier à la grave pénurie de travailleurs saisonniers causée par la pandémie de COVID-19 qui poussait vers la faillite plusieurs exploitations. Le projet a permis de trouver du personnel pour presque toutes les exploitations agricoles qui ont sollicité l'aide du service. Des campagnes de communication ont été menées et une plateforme de mise en réseau a été

⁽⁹⁾ Ces informations sont disponibles sur le [tableau de bord de la COVID-19](#) sur la plateforme de données ouvertes sur la cohésion.

créée en ligne, enregistrant environ 7 000 utilisateurs pour quelque 2 100 emplois disponibles au sein d'exploitations agricoles. Des projets similaires ont été financés par le Feader dans plusieurs autres États membres pour faire face à la pandémie de COVID-19.

3. MISE EN ŒUVRE PAR THEMES PRINCIPAUX

Les sections suivantes donnent un aperçu des réalisations des Fonds ESI par grand domaine d'action et par thème, telles que communiquées par les États membres à la fin de 2022.

3.1. Croissance intelligente

L'utilisation des Fonds ESI afin de promouvoir la recherche et l'innovation est capitale pour aider les États membres et les régions à créer les conditions nécessaires à la croissance économique sur le terrain. Soutenir l'innovation au moyen de stratégies de spécialisation intelligente est essentiel pour une série de priorités de la Commission, en particulier pour le pacte vert pour l'Europe, pour une économie au service des personnes et pour une Europe adaptée à l'ère du numérique.

À la fin de 2022, les réalisations suivantes étaient enregistrées:

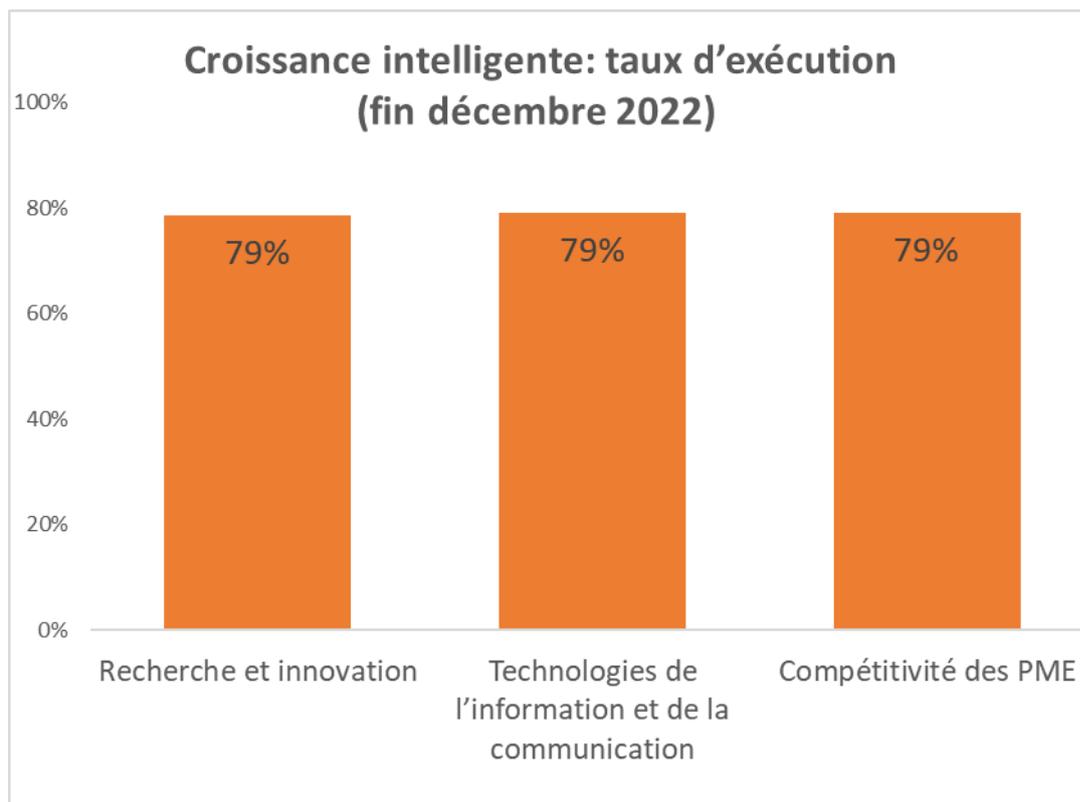
- soutien à environ 5 millions de PME, soit une hausse de 25 % par rapport aux 4 millions d'entreprises qui avaient reçu un soutien à la fin de 2021;
- coopération entre plus de 75 000 entreprises et des instituts de recherche;
- introduction de nouveaux produits sur le marché par environ 37 000 entreprises, un chiffre supérieur à l'objectif des 32 000 entreprises fixé dans les programmes;
- plus de 7,8 millions de ménages bénéficiaient déjà d'un accès amélioré au haut débit grâce à des projets financés par le FEDER. Près de 12 millions de ménages devraient en bénéficier d'ici la fin de 2023;
- dans les zones rurales, plus de 1 900 opérations d'investissement ont bénéficié d'un soutien du Feader en vue d'améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des TIC, pour un montant total supérieur à 1,1 milliard d'EUR. Plus de 5,1 millions de personnes dans les zones rurales avaient bénéficié d'infrastructures ou de services informatiques améliorés.

Les investissements en faveur de la croissance intelligente représentent environ 28 % du total des Fonds ESI. Un montant total de 211 milliards d'EUR a été consacré aux trois thèmes qui forment le chapitre «croissance intelligente», à savoir **recherche et innovation** (74 milliards d'EUR), **technologies de l'information et de la communication** (19 milliards d'EUR) et **compétitivité des PME** (118 milliards d'EUR)⁽¹⁰⁾.

À la fin de 2022, 166 milliards d'EUR (correspondant à 79 % de la dotation pour ce chapitre) avaient déjà été versés aux bénéficiaires de projets, soit une hausse de 16 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Le graphique ci-dessous montre plus en détail la répartition du taux d'exécution pour chacun des trois thèmes.

⁽¹⁰⁾ Les montants agrégés pour les grands domaines d'action sont supérieurs aux montants spécifiques par objectif thématique figurant à l'annexe I.1. Cela s'explique par la réaffectation des investissements déclarés dans la catégorie «objectifs multithématiques».

Graphique 2 Croissance intelligente: taux d'exécution



n'existe pas de différences importantes concernant les progrès financiers accomplis pour les différents thèmes. En ce qui concerne les investissements dans les activités de recherche et d'innovation, 79 % du montant total prévu a déjà été dépensé. Il en va de même dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, où 79 % des montants totaux ont été dépensés.

Les Fonds ESI permettent également aux entreprises de se développer, de devenir plus productives et compétitives, et de mettre en place des solutions innovantes. Au total, 118 milliards d'EUR (16 % du budget total) sont prévus pour renforcer la compétitivité des PME de l'UE, le principal thème du budget. À la fin de 2022, 79 % du montant prévu avait déjà été dépensé.

Exemples de projets financés par les Fonds ESI contribuant à une croissance intelligente

Le programme régional italien financé par le FEDER en Sicile a bénéficié d'un soutien de 7,5 millions d'EUR en faveur de l'infrastructure de recherche du [Mediterranean Institute for Transplantation and Advanced Specialised Therapies](#) (institut méditerranéen pour les transplantations et thérapies très innovantes, ISMETT). Centre d'excellence dans le domaine de la transplantation et référence



hospitalière pour toute la région méditerranéenne, l'ISMETT participe à d'importants projets de recherche afin de proposer aux patients les thérapies les plus avancées en cas de défaillance d'organes vitaux au stade terminal.

Le projet [Sustainable Bottom Line 2.0](#) a reçu 1,8 million d'EUR du FEDER pour aider les PME de la région de la capitale danoise à opérer une transition verte et circulaire. Quelque 100 entreprises ont fait évaluer leur potentiel en matière de circularité et environ 80 ont mis au point des modèles économiques verts et circulaires grâce auxquels elles sont parvenues à une utilisation plus efficace des ressources et de l'énergie, à une meilleure compétitivité et à un plus grand potentiel de croissance. Cela a permis de réduire de près de 7 000 tonnes les émissions de gaz à effet de serre, d'environ 100 000 gigajoules (GJ) la consommation énergétique et de presque 2 000 tonnes celle de matières premières.



Le FEDER a investi environ 4 millions d'EUR dans la création d'un [centre de formation pratique](#) au sein du Kaunas Technical Vocational Training Centre (centre de formation technique et professionnelle Kaunas) en Lituanie. Le projet consistait à moderniser les locaux, à créer un cadre moderne pour former les spécialistes de la réparation d'aéronefs et à acquérir des équipements de formation spécialisés. Il s'agit de la première implantation de formation pratique en Lituanie dans le domaine de la réparation

d'aéronefs et de véhicules hybrides.

Le FEDER a apporté un soutien au [centre d'excellence CYENS](#) à Nicosie (Chypre). Ce centre, qui allie recherche universitaire et innovation industrielle, se donne pour mission de promouvoir une croissance scientifique, technologique et économique durable. Il facilite l'exploitation des résultats de la recherche et accompagne les jeunes pousses innovantes dans des domaines tels que les médias interactifs, les systèmes intelligents, les technologies émergentes (l'intelligence artificielle et la 5G), l'art et la technologie. Le centre soutient des mesures qui profitent à tous les Chypriotes, qu'ils soient grecs ou turcs.

Le FEAMP a aidé la Wageningen University & Research, aux Pays-Bas, à développer un outil numérique capable de proposer une pêche entièrement documentée ([Fully](#)

[Documented Fishery](#)). L'outil utilise l'intelligence artificielle pour reconnaître automatiquement l'espèce et la taille de chaque poisson, ce qui facilite la manipulation des poissons et l'enregistrement des captures à bord des navires, en plus d'apporter des données précieuses pour la gestion des pêches. Cet outil améliore la transparence non seulement pour le secteur en lui-même, mais aussi pour les consommateurs et les ONG. Il pourrait également simplifier la gestion des pêches pour l'ensemble des partenaires.

Le projet «[North Sweden Cleantech](#) – le site d'innovation du futur adapté aux changements climatiques» accompagne les entreprises actives dans les domaines des technologies propres, des technologies vertes et des solutions durables. Le FEDER a contribué au renforcement des capacités d'innovation des PME à hauteur de 1 million d'EUR. La plateforme propose une aide au développement de l'activité et sert de cadre à la mise en réseau de plus de 100 entreprises du nord de la Suède.



Au Portugal, le programme Lisbonne 2020 a financé l'[Institute for Experimental and Technological Biology \(IBET\)](#) (institut de biologie expérimentale et technologique) avec un budget de 7,7 millions d'EUR consacré à la construction d'un bâtiment abritant des laboratoires, ainsi que des plateformes de production analytique et biologique. Ce financement a permis d'inaugurer

un nouveau cycle d'innovations techniques et scientifiques dans le nouveau bâtiment, entre autres grâce à des partenariats avec le secteur biopharmaceutique (en particulier dans les domaines des vaccins, de la thérapie génique et de la thérapie cellulaire). Le bâtiment est à la pointe en matière d'efficacité énergétique, avec des brise-soleil, des unités de traitement d'air à récupération d'énergie, un système de gestion technique centralisé et des éclairages intelligents. Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, d'ici 2025, il accueillera une équipe de 25 techniciens.

En Irlande, le Feader a apporté un soutien aux villages de Piltown et de Fiddown (dans le sud-est du pays), qui n'avaient pas été intégrés dans le plan national pour la bande large, afin qu'ils créent leur propre réseau haut débit local. Le projet [Broadband 4 Our Community](#) est devenu un modèle d'innovation sociale et financière, réussissant à obtenir un cofinancement des entreprises locales censé permettre et faciliter l'installation de l'infrastructure nécessaire à la création d'un réseau de «fibre optique jusqu'à la porte». Grâce au projet, 750 ménages et entreprises de Piltown et Fiddown sont équipés d'un internet à haut débit.

3.2. Croissance durable

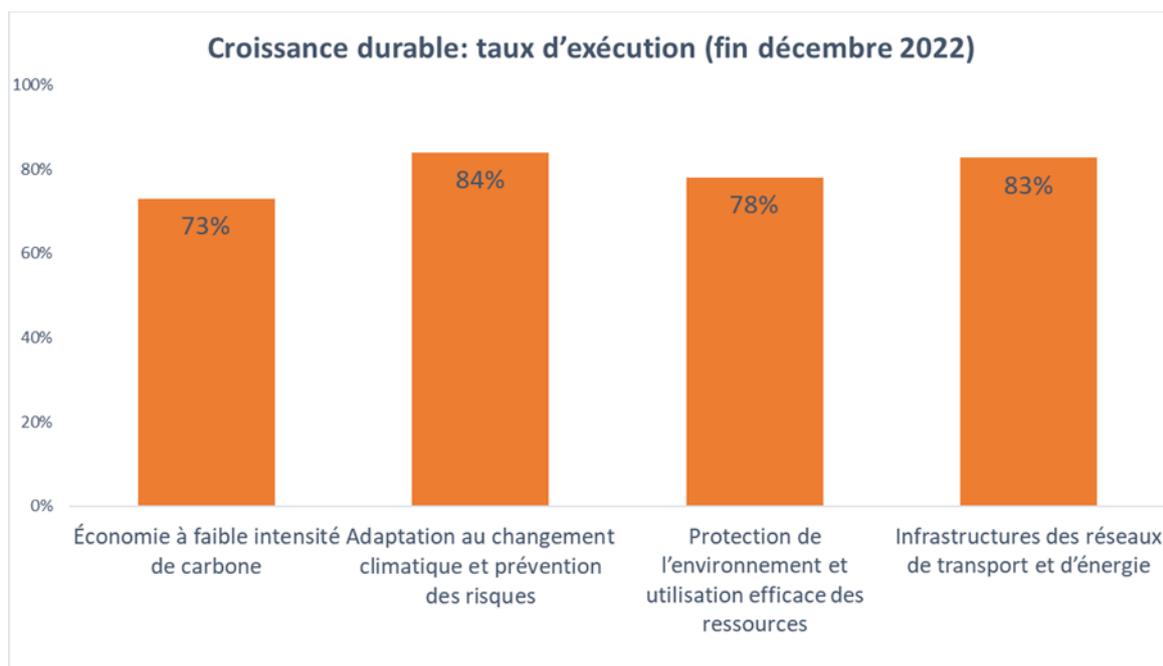
Les Fonds ESI soutiennent les investissements en faveur d'une économie neutre pour le climat, propre et circulaire, ainsi que les investissements dans l'environnement et l'adaptation au changement climatique. De ce fait, ils apportent une contribution substantielle aux objectifs du pacte vert pour l'Europe.

À la fin de 2022, on recensait les réalisations concrètes suivantes:

- installation de 6 000 MW de capacité de production d'énergie renouvelable (l'objectif est 8 700 MW);
- amélioration de la performance énergétique pour plus de 550 000 ménages (l'objectif est 620 000 ménages);
- économie annuelle de 3,5 TWh de consommation d'énergie pour les bâtiments publics (l'objectif est une réduction de 6,5 TWh);
- des mesures de protection contre les inondations réduiront la vulnérabilité de près de 20 millions de personnes, dont 17 millions sont déjà moins exposées aux risques d'inondation en raison des investissements financés;
- les progrès se poursuivent dans l'amélioration de la gestion des terres agricoles et forestières en ce qui concerne le rétablissement, la préservation et l'amélioration des écosystèmes, y compris la biodiversité, l'eau et les sols, la séquestration et la conservation du carbone ainsi que la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac dans l'agriculture. Fin 2022, l'UE avait déjà dépassé ses objectifs pour 2025 dans ces domaines;
- 1,8 milliard d'EUR (soit près de 34 % du soutien total apporté par le FEAMP aux secteurs de la pêche et de l'aquaculture) avaient été alloués à la préservation et à la protection de l'environnement (par exemple grâce à la protection des zones Natura 2000), ainsi qu'à la promotion de l'utilisation efficace des ressources et à la réduction des déchets.

Les investissements en faveur de la croissance durable représentent environ 37 % du total des Fonds ESI. Le financement prévu pour les quatre thèmes du chapitre sur la croissance durable s'élève à 273 milliards d'EUR. Il couvre les investissements en faveur d'une **économie à faible intensité de carbone** (55 milliards d'EUR), des mesures d'**adaptation au changement climatique et de prévention des risques** (51 milliards d'EUR), de la **protection de l'environnement et de l'utilisation efficace des ressources** (90 milliards d'EUR) et du soutien aux **infrastructures des réseaux de transport et d'énergie** (77 milliards d'EUR).

Graphique 3 Croissance durable: taux d'exécution



À la fin de 2022, les dépenses s'élevaient à 217 milliards d'EUR (80 % du total prévu pour ce chapitre). Le graphique ci-dessous montre plus en détail la répartition du taux d'exécution pour chacun des quatre thèmes. Il existe d'importantes différences entre les différents thèmes en ce qui concerne les progrès financiers accomplis. L'adaptation au changement climatique et la prévention des risques sont le thème qui progresse le plus rapidement (84 % du budget total avait déjà été dépensé à la fin de 2022). Les investissements dans les infrastructures des réseaux de transport et d'énergie ont continué de s'accélérer (83 % des montants totaux prévus déjà dépensés). La protection de l'environnement et l'utilisation efficace des ressources viennent ensuite en termes de dépenses (78 % du budget total ayant déjà été dépensé, soit un peu moins que la moyenne pour l'objectif «croissance durable»). Enfin, le thème de l'économie à faible intensité de carbone enregistre les moins bons résultats (seulement 73 % du budget total déjà dépensé). Les Fonds ESI ont été le principal soutien financier public de l'UE en faveur de l'énergie propre. Ils ont contribué à l'efficacité énergétique par le financement de la rénovation des bâtiments ainsi que du développement des énergies renouvelables et des réseaux énergétiques. Plusieurs États membres ont ainsi pu mettre en place des programmes de rénovation à grande échelle des bâtiments résidentiels, de sorte que des milliers de ménages bénéficient à présent d'une réduction des factures énergétiques et d'un confort accru. Les PME ont également bénéficié d'un soutien pour améliorer leur efficacité énergétique, réduire leurs coûts énergétiques et améliorer leur compétitivité.

Un soutien important a également été apporté pour dynamiser les investissements dans les sources d'énergie renouvelables (par exemple les énergies marines et le déploiement de l'énergie solaire ou éolienne dans les communautés énergétiques et les installations à petite échelle). Ce soutien a contribué à la sécurité énergétique et créé de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises dans le secteur des énergies renouvelables de l'UE. Les Fonds ESI ont permis d'investir dans des infrastructures essentielles pour l'électricité et le gaz qui jouent à présent un rôle crucial pour garantir le bon fonctionnement du marché intérieur de l'énergie.

Suivi du soutien à l'action pour le climat

En ce qui concerne les dépenses liées au climat, l'UE a fixé un objectif général d'au moins 20 % du budget de l'UE pour la période 2014-2020. Pour les Fonds ESI, 26 % du budget total est alloué aux objectifs de l'action pour le climat. Les investissements dans les domaines de l'économie à faible intensité de carbone, de l'économie circulaire, de la prévention des risques, de la protection de l'environnement, de la mobilité urbaine propre et des activités de recherche et d'innovation contribuent notamment à ces objectifs.

À la fin de 2022, les projets relevant du FEDER avaient permis de dépenser 25,3 milliards d'EUR. De nombreuses actions ont été cofinancées par le Feader, dont 58 % de la dotation totale (78,7 milliards d'EUR) est consacrée aux actions pour le climat.

Néanmoins, certains États membres signalent des difficultés dans la mise en œuvre des programmes (y compris des projets qui contribuent à la réalisation des objectifs climatiques). La Commission assure un suivi permanent des programmes moins performants afin de contribuer à une meilleure mise en œuvre des actions. L'annexe 3 fournit de plus amples informations sur la dotation et les dépenses des autres fonds en faveur du climat⁽¹¹⁾.

Exemples de projets financés par les Fonds ESI contribuant à une croissance durable

La [rénovation du réseau ferroviaire en Moravie du Sud](#) est l'un des plus gros investissements relevant de la politique de cohésion en Tchéquie. Pour mener cette action à bien, il a notamment fallu faire l'acquisition de 37 nouveaux trains électriques. Cette ligne contribuera à décongestionner le trafic sur ce réseau très fréquenté aux heures de pointe, emprunté chaque année par environ 22 millions de passagers. Le projet a été financé à concurrence de 223 millions d'EUR au titre de la politique de cohésion (le budget



total du projet s'élevait à 265 millions d'EUR).

En Carinthie (Autriche), le projet [LOCA2Transformation](#) a reçu des fonds au titre de REACT-EU. L'objectif était de sensibiliser les entreprises des secteurs traditionnels à forte intensité énergétique du sud de la Carinthie à la question de la neutralité climatique et de les aider à contribuer aux objectifs du pacte vert pour l'Europe. Des chercheurs de l'université Alpen Adria et de l'institut de recherche Joanneum Research ont réalisé un sondage parmi les entreprises, organisé des ateliers et rédigé un [manuel](#) à l'intention des entreprises sur la manière de transformer leurs modèles économiques et d'atteindre les objectifs du pacte vert.

⁽¹¹⁾ L'[outil de suivi des données ouvertes relatives au climat](#) dans le domaine de la cohésion permet de suivre l'évolution de l'action pour le climat dans le cadre de la politique de cohésion.

L'île française de La Réunion a instauré un système de [chèque photovoltaïque](#) qui rend possible le placement chez des particuliers d'installations photovoltaïques raccordées au réseau public de distribution électrique. Le FEDER a contribué à la mise en œuvre de ce projet à hauteur de 5,7 millions d'EUR (environ 85 % du budget total du projet). L'initiative contribue à réduire l'empreinte carbone et à développer un modèle local de production d'électricité verte, tout en répondant aux besoins des particuliers et en encourageant ceux-ci à jouer un rôle actif dans la transition énergétique de La Réunion.



Grâce au Fonds de cohésion, la Bulgarie a investi 42 millions d'EUR dans l'acquisition de 29 trams modernes, un projet vital destiné à améliorer le transport urbain et la qualité de l'air à Sofia. Cet investissement a permis de réduire non seulement les émissions, mais également les coûts d'entretien et la facture d'électricité, tout en améliorant la rentabilité de l'exploitation. En encourageant l'utilisation du tram plutôt que de la voiture, la ville de Sofia fait un grand pas en avant vers un air plus pur et un transport urbain durable.

En Slovénie, le Fonds de cohésion a contribué à l'amélioration des trains de banlieue grâce à l'investissement de 101 millions d'EUR dans la rénovation de la ligne ferroviaire Maribor-Šentilj. Désormais, 84 trains (au lieu de 67) circulent chaque jour entre la deuxième plus grande ville slovène et la frontière autrichienne sur 18 kilomètres de nouvelles voies: celles-ci sont bordées d'un mur antibruit de 12 km et relient des gares modernisées équipées de parkings de dissuasion.

Le FEAMP a apporté un soutien financier au projet [PuertAlMar](#) dans le port de Vigo, en Espagne, lequel mène actuellement une stratégie de croissance bleue ambitieuse. L'un des objectifs de cette stratégie est de restaurer les écosystèmes marins dans la zone portuaire et d'aller à la rencontre



du public pour le sensibiliser à la biodiversité marine. Dans le cadre du projet PuertAlMar, des matériaux biomimétiques innovants ont été testés dans le port afin de multiplier la présence d'espèces d'invertébrés marines locales, avec de bons résultats, ce qui contribue in fine à attirer des espèces plus grandes et à restaurer des écosystèmes sains.



À Malte, le Fonds de cohésion a contribué à financer la mise en place d'une installation de valorisation multi-matériaux à Ħal Far. L'objectif est d'améliorer la capacité de gestion des déchets en séparant les matériaux récupérables de ceux qui seront mis en décharge, de manière à réduire au minimum la mise en décharge et à maximiser la réutilisation. L'installation

récupérera le bois, les textiles, les déchets électriques et les équipements électroniques. Le

volume attendu devrait se situer aux environs de 14 000 tonnes les premières années et atteindre 20 000 tonnes d'ici 2029. Cette initiative permettra de préserver des sols dont la présence est précieuse sur l'île et de protéger l'environnement.

Au Luxembourg, le projet «[E-BUS RGTR](#)», financé par REACT-EU, a permis d'équiper le réseau de bus régional de nouveaux véhicules électriques. Doté d'un budget de 35 millions d'EUR, ce projet contribue à l'objectif de la politique de cohésion qui consiste à réduire les émissions de CO₂ des véhicules à moteur à combustion. Il s'agit d'un projet pilote qui prévoit de continuer à installer des lignes de bus électriques en vue de parvenir à un réseau de bus luxembourgeois à zéro émission d'ici 2030.



Le plus grand système de chauffage géothermique de l'UE a été inauguré en 2023 à Szeged, dans le sud de la Hongrie. L'UE a apporté 23 millions d'EUR pour fournir une énergie propre, renouvelable et abordable à plus de 28 000 ménages et plus de 400 bâtiments publics dans la ville, ce qui se traduira par une diminution de la facture énergétique et une réduction des émissions de

gaz à effet de serre de 60 %. Le fait que plus de 25 % de la population de l'UE vit dans des zones qui disposent de ressources géothermiques en suffisance signifie que de nombreuses autres régions de l'UE peuvent utiliser l'énergie renouvelable pour s'affranchir de la dépendance vis-à-vis du gaz russe.

En Estonie, le Feader a aidé une jeune pousse rurale à développer un matériau d'emballage innovant dans lequel le papier bulle en plastique est remplacé par du ploc. Le [projet Woola](#) contribue à réduire les déchets – les agriculteurs procédant généralement à l'enfouissement ou à l'incinération de 90 % de la laine qu'ils produisent chaque année – et à proposer un système pratique pour recycler le ploc. De plus, les emballages fabriqués à partir de laine peuvent être réutilisés plusieurs fois, dans une démarche durable, et un système de retour a donc été mis en place pour les clients. Le projet favorise également la création de nouvelles possibilités d'emploi.



En Grèce et en Italie, la lutte contre les incendies dans les forêts et les zones rurales et la prévention dans ce domaine comptent parmi les plus importants défis auxquels sont confrontés les pompiers locaux. Les incendies de forêts peuvent désormais être détectés de manière précoce dans les régions des Pouilles en Italie et de l'Épire en Grèce, grâce à un réseau de caméras, de détecteurs et de stations météorologiques. Des modèles informatiques permettent de prédire leur ampleur, de sorte

que les autorités puissent réagir rapidement et efficacement. Le projet [OFIDIA2](#), financé par le FEDER, contribue à sauver des vies et des biens menacés par le nombre croissant d'incendies de forêts qui se déclarent dans la région méditerranéenne lors des étés chauds

et secs. Un réseau de caméras haute définition, de détecteurs et de stations météorologiques raccordé à des salles de contrôle couvre 100 hectares de forêts dans les Pouilles. En Grèce, des caméras, des drones et deux véhicules tout-terrain permettent de veiller sur plus de 15 000 km² de forêts dans l'Épire.



Le plus long tunnel sous-fluvial d'Europe financé par l'UE a été inauguré en Pologne. Le tunnel [Świnoujście](#) relie les îles d'Uznam et de Wolin, ainsi que le centre-ville de Świnoujście, au reste du pays. Il offre aux habitants et aux visiteurs une solution de transport fluide et sert de catalyseur pour développer économiquement la région. Świnoujście est également l'une des

principales destinations touristiques en Pologne, attirant environ 2,5 millions de visiteurs par an, qui profiteront désormais aussi largement du nouveau tunnel. Le projet a bénéficié d'un financement de 162,3 millions d'EUR au titre de la politique de cohésion (pour un budget total de 191,5 millions d'EUR).

L'un des plus grands projets financés par la politique de cohésion, le pont suspendu de Brăila, en Roumanie, a été inauguré cette année. Il relie les ports de la mer Noire et le delta du Danube au reste du pays et à l'ensemble du réseau transeuropéen de transport. La politique de cohésion a contribué à ce projet à hauteur de 363 millions



d'EUR. Ce pont à quatre voies est long de deux kilomètres et culmine à 38 mètres au-dessus du fleuve. Plus grand pont de Roumanie et plus grand pont enjambant le Danube, il est aussi le troisième plus grand pont suspendu d'Europe. Il devrait réduire le temps de parcours de 50 minutes et être emprunté par quelque 11 400 véhicules par jour.



Un soutien important du FEDER a permis d'achever le pont Pelješac, en Croatie, en juillet 2022. Long de plus de 2,4 kilomètres, le pont offre un accès routier direct entre la Croatie continentale et le sud de la Dalmatie. Il réduit considérablement le temps de parcours (qui passe de 59 minutes à 22 minutes) et rend le sud de la Dalmatie plus accessible.

3.3. Croissance inclusive

L'UE continue de faire avancer son programme social, en particulier depuis l'adoption du socle européen des droits sociaux. Dans ce contexte, les Fonds ESI ont soutenu des réformes structurelles, telles que la modernisation des services publics, la promotion de

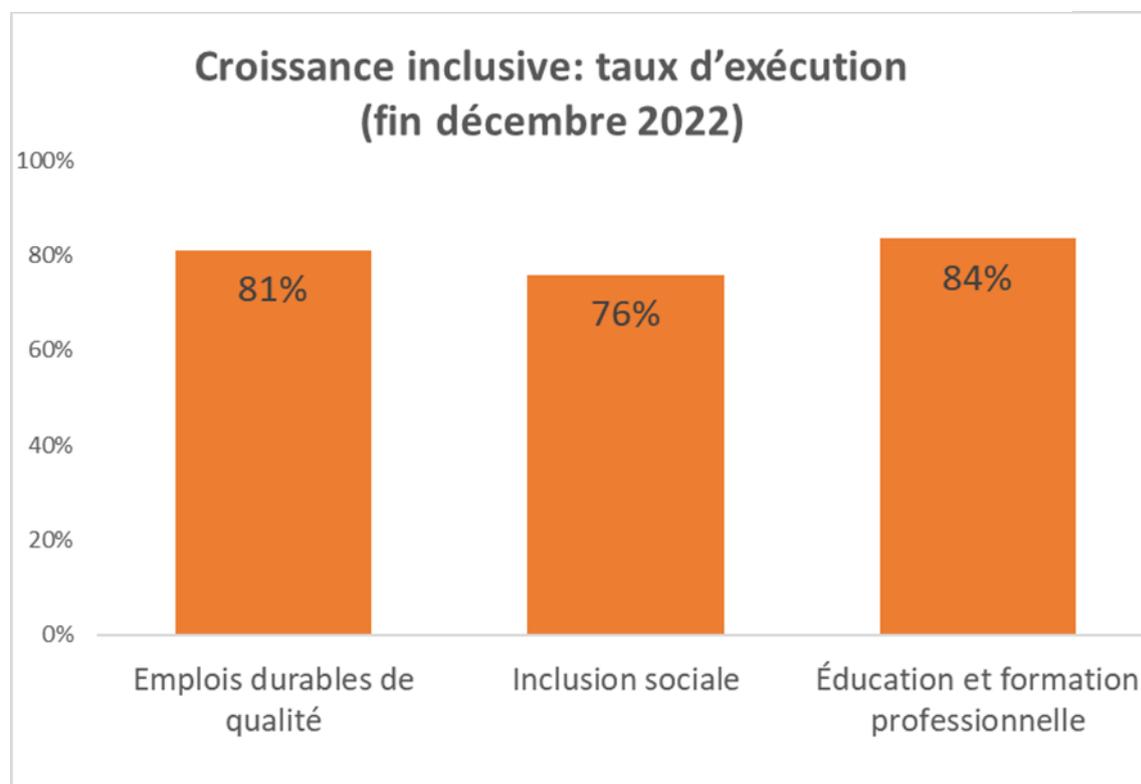
l'emploi des jeunes, la réduction de la pauvreté et des inégalités ainsi que la lutte contre les inégalités de genre, le sans-abrisme et l'exclusion en matière de logement.

À la fin de 2022, les projets visant à améliorer les possibilités d'emploi avaient permis les réalisations suivantes:

- soutien apporté à 64,5 millions de participants par le FSE et l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ), dont 22,2 millions de chômeurs et 24,9 millions de participants inactifs;
- parmi les personnes ayant bénéficié du soutien, 1,5 million se sont lancées dans la recherche d'un emploi, 3 millions ont commencé à suivre des études ou une formation pratique, 10,2 millions ont obtenu une qualification, 7,4 millions ont été engagées à l'issue de l'opération financée par le FSE et 6,8 millions ont obtenu un emploi six mois plus tard;
- soutien apporté à 4,1 millions de personnes handicapées et à un peu plus de 9,1 millions de personnes issues de groupes marginalisés (migrants, personnes d'origine étrangère et minorités);
- 47 % des participants étaient peu qualifiés et 14 % étaient des migrants ou d'origine étrangère ou appartenaient à des minorités.

Les investissements dans la croissance inclusive représentent environ 24 % du financement total des Fonds ESI. Un montant de 179 milliards d'EUR est disponible pour les trois thèmes de ce chapitre, à savoir «**emplois durables de qualité**» (60 milliards d'EUR), «**inclusion sociale**» (71 milliards d'EUR) et «**éducation et formation professionnelle**» (47 milliards d'EUR). À la fin de 2022, les dépenses s'élevaient à 142 milliards d'EUR (79 % du total prévu pour ce chapitre).

Graphique 4 Croissance inclusive: taux d'exécution



Il existe d'importantes différences entre les différents thèmes en ce qui concerne les progrès financiers accomplis. L'éducation et la formation professionnelle constituent le

thème qui progresse le plus rapidement (84 % du budget total a déjà été dépensé). Viennent ensuite les investissements en faveur d'emplois durables de qualité (81 % des montants totaux prévus ont déjà été dépensés). L'inclusion sociale arrive dernière en termes de dépenses (76 % du budget total a déjà été dépensé, soit un peu moins que la moyenne pour l'objectif «croissance inclusive»).

La crise de la COVID-19 a eu des répercussions sur l'ensemble de la société et a touché les personnes de différentes manières. L'agenda social de l'UE et le socle européen des droits sociaux sont plus que jamais essentiels pour atténuer l'impact économique et social de la pandémie de COVID-19 et rendre les économies et sociétés européennes plus inclusives, plus durables, plus résilientes et mieux préparées aux défis et aux possibilités offertes par les transitions écologique et numérique. Dans la situation critique que nous connaissons, les Fonds ESI soutiennent les réformes structurelles, comme la modernisation des services publics, la promotion de l'emploi des jeunes et la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Les instruments CARE et SAFE

Pour aider les pays et les régions de l'UE à gérer l'afflux des réfugiés fuyant la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, la Commission a proposé le [train de mesures CARE](#) (action de cohésion pour les réfugiés en Europe). Outre un soutien direct aux réfugiés, les mesures CARE ont permis d'alléger les pressions subies par les budgets nationaux des États membres grâce à un apport de liquidités supplémentaires d'environ 13,6 milliards d'EUR. À ce jour, 17 États membres ont tiré parti de la flexibilité proposée et reprogrammé près de 1,3 milliard d'EUR pour venir en aide aux réfugiés. Les mesures les plus utilisées au titre de CARE sont l'insertion des réfugiés de guerre dans les programmes d'intégration sociale habituels et la fourniture de soins de santé, de denrées alimentaires, d'une aide de base et d'un accompagnement sur le marché de l'emploi. La plupart du temps, ces mesures couvrent également des cours de langue, l'éducation, les services sociaux et la garde d'enfants. Une aide similaire restera prévue dans les programmes 2021-2027, qui favorisent également les actions d'intégration.

L'[instrument SAFE](#) («Supporting Affordable Energy», soutien à l'énergie abordable) s'attaque aux conséquences de la hausse des prix de l'énergie pour les entreprises actives dans des secteurs particulièrement énergivores. Il permet également de réorienter les fonds non dépensés afin qu'ils servent à aider les PME et les ménages vulnérables particulièrement touchés par la hausse des prix de l'énergie et à financer des dispositifs de chômage partiel afin de préserver les emplois. Depuis son entrée en vigueur le 28 février 2023, le programme a déjà connu ses premières modifications, et d'autres devraient suivre.

En ce qui concerne le volet de l'**inclusion sociale**, pour lequel le FSE est le plus gros contributeur, les projets sélectionnés à ce jour représentent un financement de près de 62 milliards d'EUR. Grâce au soutien de l'UE au titre du FEDER, la capacité des infrastructures de garde d'enfants et d'éducation a été augmentée pour plus de 24 millions de personnes, et 63 millions de personnes bénéficient désormais de services de santé améliorés dans l'ensemble de l'UE.

Le Feader a financé plus de 175 000 opérations visant à améliorer l'inclusion sociale dans les zones rurales. Il a aussi aidé les communautés rurales locales à mettre en œuvre leurs propres stratégies de développement local. Plus de 3 650 groupes d'action locale, mettant en œuvre des stratégies de développement local, couvrent plus de 60 % de la population

rurale de l'UE et rassemblent des acteurs publics, privés et de la société civile dans un domaine particulier.

Une mesure spéciale a été activée au titre du Feader pour apporter un soutien temporaire exceptionnel aux agriculteurs et aux PME rurales qui ont été particulièrement touchés par l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. La mesure a été appliquée dans 26 programmes de développement rural nationaux ou régionaux dans 10 États membres, pour une dépense publique totale prévue de 548 millions d'EUR. À la fin de 2022, plus de 34 000 exploitations et 450 PME avaient reçu une aide.

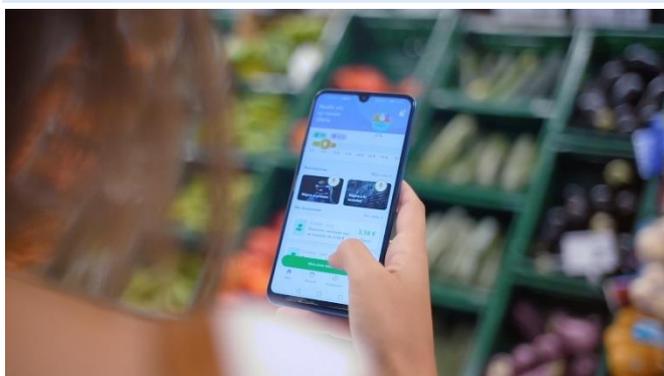
En ce qui concerne **l'éducation et la formation**, 52 milliards d'EUR avaient été engagés pour des projets sélectionnés. À la fin de 2022, le soutien du FSE et de l'IEJ avait profité à 29,8 millions de personnes peu qualifiées et avait aidé 10,2 millions de personnes à obtenir une qualification et 3 millions d'autres à suivre des études ou une formation pratique.

Exemples de projets financés par les Fonds ESI contribuant à la croissance inclusive

Le [lycée public de Pelgulinna](#) à Tallin, la capitale estonienne, a été inauguré en septembre 2023. Sa construction a intégré les principes d'une architecture durable (nouveau Bauhaus européen) et le bâtiment est principalement composé de bois local. L'école offre un cadre d'apprentissage moderne et innovant et peut accueillir environ 330 élèves. Le financement du FEDER a représenté 28 millions d'EUR (pour un budget total de 33 millions d'EUR).



L'initiative FAST-CARE a joué un rôle crucial pour aider la Slovaquie à surmonter la crise humanitaire et les souffrances causées par l'invasion de l'Ukraine voisine par la Russie. Plus de 300 millions d'EUR ont été mobilisés pour faciliter l'accueil et l'hébergement des réfugiés de guerre. L'initiative couvrait les frais des services de transport, de l'assistance psychologique et de l'aide médicale. En outre, les élèves ukrainiens ont reçu des bons pour l'achat d'équipement informatique afin d'accélérer leur intégration dans le système éducatif slovaque.



En Espagne, les fonds de l'UE ont permis à l'Institut des finances de Valence d'ouvrir une ligne de crédit grâce à laquelle il peut proposer des prêts participatifs pour soutenir la croissance et le développement des jeunes pousses dans la communauté autonome espagnole de Valence. La priorité est donnée aux entreprises qui font preuve d'un niveau élevé d'innovation. [FoodRation4All](#) est

l'une des entreprises qui ont obtenu un prêt: elle déploie des actions à dimension sociale dans le secteur alimentaire. Elle a baptisé son principal projet «Nadie sin su ración diaria» (une ration journalière pour tous). Il s'agit d'une application qui permet de faire des dons

aux banques alimentaires plus facilement et favorise ainsi l'inclusion sociale des personnes qui dépendent de ces structures.

Grâce au financement du FSE, le projet de services de proximité intégrés en Roumanie propose des services de soutien à plus de 100 communautés marginalisées. Les personnes vulnérables reçoivent l'aide dont elles ont besoin pour gérer un milieu difficile, ce qui leur donne une chance d'accéder à l'éducation et aux services médicaux essentiels, ainsi que d'échapper à l'isolement et à l'exclusion sociale. Le projet visait à remédier aux faibles niveaux d'éducation et au problème d'accès aux services sociaux et médicaux en offrant un accès à l'orientation scolaire, à l'orientation professionnelle, aux soins infirmiers de proximité et aux services sociaux. Les activités sont actuellement en pleine expansion grâce au soutien du FSE+, qui a été étendu à 2 000 communautés supplémentaires dans le cadre du [programme roumain pour l'inclusion sociale et la dignité](#).



Grâce au soutien du FEDER, une unité de réadaptation professionnelle a vu le jour à Krosno, une ville de la région de Podkarpackie dans l'est de la Pologne. L'unité est gérée par l'association polonaise des personnes ayant une déficience intellectuelle. Ce projet a ouvert des perspectives d'emploi à 26 personnes souffrant d'un retard mental grave ou modéré. Dans ce contexte, deux nouveaux départements de production et de services

ont été créés: une boutique d'artisanat baptisée «Artystyczna Przystań» (Refuge artistique) et une confiserie baptisée «Na polance» (Dans la clairière).

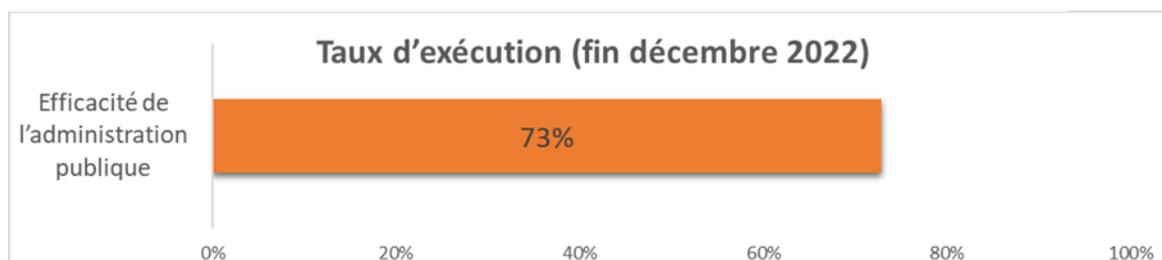
Grâce à CARE, 4 millions d'EUR ont été alloués au projet pilote allemand pour l'emploi des réfugiés (Employment pilot for Refugees) en Rhénanie-Palatinat (Allemagne) au titre de REACT-EU, afin d'aider les Ukrainiens à s'intégrer dans la société allemande. Le projet consistait principalement à aider les nouveaux arrivants à surmonter les barrières auxquelles ils se heurtaient, comme l'absence de garde d'enfants, et à les accompagner dans la recherche d'un logement ou de cours de langue. Il proposait un soutien et des conseils sur mesure pour s'y retrouver au sein des services sociaux.

En Grèce, le Feader a contribué à la création d'un atelier de confection de pâtes et de confitures pour les jeunes souffrant d'un retard mental grave. L'[atelier AxiZO](#) a fourni une formation et des possibilités d'emploi à ce groupe vulnérable, sous la supervision et avec le soutien du personnel spécialisé de l'association Agioi Theodoroi. Unique en son genre dans la préfecture de Rhodope (nord-est de la Grèce), ce service vient en aide aux personnes qui souffrent d'une déficience intellectuelle et qui ne sont pas admissibles au bénéfice de l'aide publique. Il permet de lutter contre l'exclusion sociale et la discrimination en encourageant le développement local par la création d'emplois et la diversification des sources de revenus pour les producteurs locaux.

3.4. Renforcement des capacités institutionnelles et de l'efficacité de l'administration publique

Un montant de 6,8 milliards d'EUR a été affecté à des projets portant sur les capacités et réformes institutionnelles. Le montant des dépenses sur le terrain s'est élevé à 4,9 milliards d'EUR (73 % du total prévu). Cet effort a été complété par le soutien apporté par les Fonds ESI et par le programme d'appui à la réforme structurelle, qui est à présent devenu l'instrument d'appui technique⁽¹²⁾.

Graphique 5 Efficacité de l'administration publique: taux d'exécution



Dans le cadre de cet objectif, le FSE a apporté un soutien:

- à 840 000 participants à des cours de formation et d'apprentissage tout au long de la vie;
- à 3 000 projets ciblant des administrations publiques ou des services publics aux niveaux national, régional ou local.

Exemple de projet financé par les Fonds ESI contribuant au renforcement des capacités institutionnelles et de l'administration publique

Avec le soutien du FEDER, la municipalité portugaise de Funchal a mis en œuvre le projet «Boutique citoyenne», qui centralise des services en face à face et des services en ligne sur une même plateforme en ligne. Le projet a donné lieu à une réorganisation du fonctionnement interne de la municipalité et à l'adoption de méthodes de travail plus efficaces et plus productives. Il a également permis l'acquisition de nouveaux systèmes informatiques qui contribueront à réduire la bureaucratie, l'inefficacité managériale et la durée des procédures.

3.5. Développement territorial et urbain

Pour la période 2014-2020, environ 42 milliards d'EUR ont été prévus pour le développement territorial intégré et le développement urbain durable au titre des objectifs clés présentés dans les sections ci-dessus. À la fin de 2022, 65 % de la dotation prévue au titre de la politique de cohésion avait été dépensée (27 milliards d'EUR) – ce qui est un progrès par rapport aux 52 % de la fin de 2021, mais reste toujours largement en deçà du taux moyen de dépenses de 75 %.

Les projets sélectionnés dans le cadre des stratégies de développement intégré permettront:

⁽¹²⁾ Règlement (UE) 2021/240 du Parlement européen et du Conseil du 10 février 2021 établissant un instrument d'appui technique (JO L 57 du 18.2.2021, p. 1). Disponible à l'adresse suivante: <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2021/240>.

- de créer ou de rénover 49 millions de mètres carrés d'espaces urbains ouverts accessibles au public;
- de créer ou de rénover environ 4 millions de mètres carrés de bâtiments publics et plus de 28 000 logements.

Exemple de projet financé par les Fonds ESI contribuant au développement territorial et urbain

À Gand, en Belgique (Région flamande), le Wintercircus laissé à l'abandon a été



transformé en centre pour la culture, l'entrepreneuriat et l'innovation grâce à un projet financé par le FEDER. La surface couverte totale de plus de 6 000 m² abrite une salle de concert de 500 places (au sous-sol) et 4 350 m² d'espaces de bureaux et d'espaces de travail partagés à la disposition des jeunes pousses et entreprises en expansion des secteurs de la création et de la technologie. L'ancienne arène de 1 200 m² forme le cœur de la structure

et accueille un café, un restaurant, un bar terrasse et une boutique.

3.6. Coopération territoriale – Interreg

Le FEDER soutient les programmes de coopération territoriale européens qui investissent dans la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale. Ces programmes représentent environ 13 milliards d'EUR de l'enveloppe prévue, dont 10 milliards d'EUR avaient déjà été dépensés (80 % du montant prévu). L'exécution financière des programmes de coopération était en phase avec celle des programmes nationaux/régionaux à la fin de 2022.

Certaines réalisations des programmes de coopération territoriale sont incluses dans les indicateurs agrégés au titre des principaux thèmes d'investissement, tandis que certains indicateurs spécifiques mesurent l'aspect des projets soutenus lié à la coopération:

- plus de 40 000 entreprises ont participé à des projets de recherche transfrontaliers, transnationaux ou interrégionaux;
- plus de 178 000 personnes ont participé à des initiatives pour la mobilité de la main-d'œuvre;
- plus de 190 000 jeunes ont participé à des programmes communs d'éducation et de formation transfrontaliers.

Exemples de projets financés par les Fonds ESI contribuant à soutenir la coopération territoriale



Le projet DESAL+, déployé principalement dans les îles Canaries, mais aussi à Madère et dans les Açores, visait à accroître l'excellence de la R&D dans le domaine du dessalement de l'eau et à approfondir la compréhension du lien entre énergie et dessalement. Le FEDER a financé le projet dans le cadre du programme de coopération territoriale Interreg «Açores-Madeira-Canarias».

Le projet transnational [SUMBA](#) a permis aux urbanistes et aux autorités de la région de la mer Baltique de donner un coup d'accélérateur à la mobilité urbaine durable au moyen d'outils qui permettent d'évaluer et d'imaginer des solutions de mobilité intermodale et de les intégrer dans les plans et politiques en matière de transport de leurs villes et municipalités. Dans le cadre du projet [SUMBA+](#), des mesures ont été étudiées et testées pour faciliter les déplacements intermodaux et durables entre le domicile et le lieu de travail, comme des plateformes de mobilité, des plans de circulation, des cyclothèques et des supports numériques pour partager les stratégies de transport.

Le FEDER a cofinancé le projet [Interreg EMR Connect](#) qui a permis d'améliorer la coopération transfrontalière entre les opérateurs de transport public dans l'Euregio Meuse-Rhin (EMR), la région qui s'étend aux frontières de la Belgique, de l'Allemagne et des Pays-Bas. Le projet a permis de mettre en place de nouveaux tarifs, de tester de nouvelles technologies et de développer des services comme la mise à disposition de vélos électriques en libre-service. L'étape la plus importante du projet a été le test et la mise en œuvre d'un système de billetterie interopérable innovant entre l'Allemagne et les Pays-Bas, qui pourrait être étendu à la Belgique.



4. TRAVAUX D'ÉVALUATION MENÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES

Alors que la phase de mise en œuvre de la période de programmation 2014-2020 touche à sa fin, les activités d'évaluation des États membres se sont poursuivies, avec un effort constant pour évaluer les incidences des actions soutenues par les Fonds ESI et une réduction progressive du nombre d'évaluations axées sur la mise en œuvre.

Les conclusions des évaluations menées dans les États membres dépendent généralement du contexte spécifique dans lequel les actions sont mises en œuvre. Il serait incorrect de tirer des conclusions quant à la validité générale des constatations, mais dans certains cas, le nombre d'évaluations et leur couverture géographique permettent de dégager certaines tendances.

L'une de ces tendances est la coopération renforcée entre les entreprises et les centres de recherche, qui dote les entreprises d'une plus grande capacité à innover et à rechercher de nouveaux débouchés commerciaux. Dans le secteur agricole, un grand nombre d'évaluations montrent un effet positif sur la compétitivité des exploitations.

Sur la voie des transitions écologique et numérique, des résultats positifs sont observés dans la production d'énergie renouvelable, dans la réduction de la consommation au sein

des entreprises et des bâtiments publics et privés, ainsi que dans la disponibilité des services numériques pour les entreprises et les autorités publiques.

Les évaluations des effets de la pandémie de COVID-19 sur la mise en œuvre des programmes ont montré que la crise sanitaire avait largement contribué à réduire la participation aux projets, retardant la mise en œuvre et multipliant le risque de ne pas atteindre les objectifs. La hausse des prix de l'énergie et, plus largement, la poussée inflationniste et la guerre en Ukraine (en particulier pour les États membres voisins) sont également responsables d'effets négatifs similaires.

Parallèlement, la Commission planche actuellement sur son évaluation ex post des fonds 2014-2020 et publiera ses résultats à la fin de 2024. Ces conclusions, qui s'ajouteront aux informations puisées dans les évaluations des États membres, contribueront à l'examen à mi-parcours des programmes 2021-2027 et à la préparation de la nouvelle période de programmation post 2027.

Le document de travail des services de la Commission qui accompagne le présent rapport donne davantage de détails sur les conclusions des évaluations menées par les États membres et la Commission concernant les programmes financés par les Fonds ESI.

5. CONCLUSIONS

Les Fonds ESI sont une source d'investissement stable dans l'UE depuis plus de 30 ans. Grâce à leur horizon à long terme et à leur dimension thématique, ils ont acheminé des ressources pour renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale des régions de l'UE. Ils apportent un soutien précieux aux régions et aux entreprises pour les aider à relever les défis liés aux transitions écologique et numérique. Ils ont également aidé des travailleurs à développer des compétences qui leur permettent d'être plus productifs et de trouver de meilleurs emplois.

Les perturbations temporaires causées par les différentes crises ont été l'occasion de revoir les priorités des Fonds ESI et d'ajuster leurs systèmes de mise en œuvre. La crise sanitaire déclenchée par la pandémie de COVID-19 a entraîné un apport de nouvelles ressources et un ajustement des règles aux nouvelles réalités. Le financement a ciblé les plus touchés, comme les personnes vulnérables, les travailleurs, les PME et les établissements médicaux.

Dès le début de la crise des réfugiés déclenchée par l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, les États membres et la Commission ont rapidement réagi pour limiter les conséquences négatives et apporter une aide aux personnes en première ligne. Pour que ce soit possible, les programmes de la politique de cohésion ont été modifiés en un temps record. L'instrument CARE (action de cohésion pour les réfugiés en Europe) et les deux initiatives similaires (CARE+ et FAST-CARE) ont apporté un soutien aux réfugiés dans leurs parcours d'intégration à long terme ainsi que des mesures d'aide immédiates, en particulier en matière de logement et de soins de santé.

Face à l'urgence énergétique elle aussi déclenchée par l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, l'UE a rapidement apporté une aide aux ménages vulnérables, aux travailleurs et aux PME confrontés à l'envolée des coûts de l'énergie en adoptant l'instrument SAFE. En plus de cette réaction rapide face à l'urgence, la politique de cohésion a continué d'apporter un soutien financier public au développement des énergies renouvelables et des réseaux énergétiques ainsi qu'aux mesures en faveur de l'efficacité énergétique. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a confirmé

l'importance cruciale de la sécurité énergétique et la nécessité de passer à une économie neutre pour le climat.

Outre la réaction rapide aux différentes crises, les Fonds ESI ont continué de soutenir les investissements à long terme dans la croissance et l'emploi, à investir dans le développement humain et à encourager la coopération territoriale dans l'UE. Les réalisations présentées dans ce rapport le démontrent amplement.

Les ressources financières disponibles au titre du budget 2021-2027 continuent de cibler des investissements clés dans la croissance et l'emploi, en mettant l'accent sur une Union plus inclusive et une économie plus verte et à faibles émissions de carbone. Les 378 milliards d'EUR (545 milliards d'EUR, cofinancement national inclus) disponibles au titre de la politique de cohésion pour les prochaines années devraient permettre de créer 1,3 million d'emplois et d'augmenter le PIB de l'UE de 0,5 % d'ici à 2030. Les Fonds ESI apporteront un soutien à environ 850 000 entreprises. Plus de 6,5 millions de travailleurs sans emploi recevront une aide pour une reconversion et un perfectionnement professionnels, tandis que plus de 3,5 millions de ménages et d'entreprises seront équipés d'une bande large à très haut débit. Les fonds de la politique de cohésion fourniront un approvisionnement en eau potable à 16,4 millions de personnes, amélioreront la performance énergétique dans plus de 723 000 logements et augmenteront la capacité de production d'énergie de 20 000 MW (l'équivalent de plus de 8 000 éoliennes ou environ 20 nouvelles centrales nucléaires).